PCF parti communiste français

contact et solidarité

septembre 2018

SECTION DE MONTEREAU-VARENNES

La démission de Nicolas HULOT est un événement considérable.

C'est une alerte éclatante pour un gouvernement qui croit pouvoir rester sourd aux revendications populaires et ignorer les alertes des chercheurs et des collectifs citoyens sur la dégradation accélérée du climat et de la biodiversité.

Cette démission montre bien que répondre aux besoins sociaux, protéger la planète qui est notre unique maison commune à tous les terriens, est incompatible avec le capitalisme et sa recherche effrénée de profits.

Pour contrer l'offensive des milieux d'affaires, définir une nouvelle voie et y avancer, il faudra l'engagement citoyen et une nouvelle dynamique pour des partis politiques, les syndicats et les associations.

Cette démission interroge aussi sur les moyens nécessaires pour transformer les structures de la société, de l'État, et les mettre au service de l'intérêt général humain.

Cela suppose de relever la dimension des enjeux. Les choix industriels et agricoles se révèlent chaque jour un peu plus incompatibles avec la sauvegarde de la planète comme avec les conditions de vie et de travail du plus grand nombre.

Nicolas Hulot explique qu'il est impossible de tracer une perspective écologique sans desserrer l'étau de l'austérité, sans développer les services publics, sans l'intervention citoyenne sur les grands enjeux économiques et industriels, sans une nouvelle répartition des richesses.

Cette démission est un coup de pistolet dans le cœur du capitalisme.

Les puissances économiques qui le soutiennent, repoussent toute idée de transition écologique, veulent que l'eau et la terre, qui sont des biens communs, soient des marchandises qui leur rapportent du profit.

suite au verso →

Parti communiste français 96 avenue Albert Gravé 77130 VARENNES SUR SEINE
☎ 01.64.32.51.29 (répondeur) pcf.montereau@laposte.net site internet : *seine-et-marne.pcf.fr/*

Elles refusent que les citoyens, les usagers, les consommateurs aient leur mot à dire parce qu'ils s'opposent à cette course à l'abîme financière dévastatrice pour le climat, l'environnement et toute la société.

Ce qui est nouveau, c'est la parfaite fusion entre les idées du gouvernement actuel et celles de ces forces patronales et financières.

C'est ce qui les amène à, par exemple, dire qu'ils défendent les agriculteurs, alors que dans le même temps ils signent des traités qui permettent l'importation en France de poulets “désinfectés à l'eau de Javel”.

La démission de Nicolas Hulot pose des questions de fond. Elle doit être l'occasion de faire monter d'un cran la cohérence des combats sociaux, démocratiques et environnementaux pour mettre en place un nouveau projet de civilisation.

Il faut pour cela un mouvement populaire déterminé, conscient des enjeux, mobilisé sur le long terme.

Les communistes sont déterminés à mener ce combat et prêts à le mener avec tous ceux et toutes celles qui le jugent nécessaire.

Malgré “un fric de dingue ”….

… augmentation de la pauvreté.

(Baromètre publié le 11 septembre par le Secours populaire, la Fondation Abbé Pierre et l’observatoire des inégalités)

21% des Français vivraient sous le seuil de pauvreté.

4 millions de personnes restent mal logées, dont 2,8 vivent dans l’un des 420 000 logements insalubres recensés par l’État.

57% des travailleurs au SMIC travaillent à temps partiel.

1 million de personnes exercent un emploi tout en vivant sous le seuil de pauvreté, soit 850€ par mois pour une personne seule.

21% des français ne sont pas en mesure de s’offrir une alimentation saine leur permettant de faire 3 repas par jour.

1 Français sur 2, dont les revenus mensuels sont inférieurs à 1200€, a des difficultés à payer la cantine de ses enfants.

9 embauches sur 10 se font en contrat à durée déterminée (CDD) dont 30% ne durent qu’une journée.

4,15 millions de personnes ont bénéficié en 2016 de minima sociaux (RSA, minimum vieillesse, allocation de solidarité spécifique et allocation adulte handicapé). Avec conjoint et enfants, 7 millions de personnes les ont perçues.